

Sofia sous pression après le meurtre de la journaliste Viktoria Marinova

La Commission européenne et l'OSCE font pression sur la Roumanie pour que toute la lumière soit faite sur la mort de la journaliste, tuée après qu'elle ait diffusé une émission sur la corruption locale.

FREDÉRIC ROHART

Elle s'appelait Viktoria Marinova, elle était journaliste, elle contribuait à dénoncer la corruption dans son pays et elle a été assassinée samedi. Le corps de la Bulgare de trente ans a été retrouvé sans vie dans la ville de Ruse, à la frontière roumaine. Les autorités locales ont fait savoir que la victime avait été violée, étranglée, et tant molestée que son visage était méconnaissable.

Des réactions se sont multipliées pour dénoncer ce crime et réclamer justice. La Commission européenne a fait savoir qu'elle «attend une enquête rapide et approfondie des autorités responsables», ajoutant que «l'Europe doit toujours être un endroit où la liberté de la presse est sacro-sainte». Le représentant de l'OSCE pour la liberté des médias, Harlem Désir, a lancé un appel similaire, précisant

qu'il suivrait l'enquête de près. Et de noter, douze ans après l'assassinat à Moscou de la journaliste russe Anna Politkovskaya, que les attaques contre des femmes journalistes ont tendance à augmenter en Europe.

L'an dernier, la Maltaise Daphne Galizia avait péri dans un attentat à la voiture piégée alors qu'elle enquêtait sur la corruption sur l'île. La journaliste suédoise Kim Wall avait été assassinée au Danemark après avoir embarqué dans un sous-marin privé. En février, le journaliste d'investigation slovaque Ján Kuciak avait été assassiné à son domicile. Le meurtre de Viktoria Marinova porte donc à quatre le nombre de journalistes assassinés en Union européenne depuis 2017.

Journaliste pour la télévision locale TVN Ruse, elle venait de lancer sa propre émission, Detector. Lors du dernier épisode, elle avait interviewé deux journalistes d'investigation – le Roumain Attila Biro et le Bulgare Dimitar Stoyanov, du site Bivol.bg – sur l'utilisation par les autorités locales de fonds européens. Selon eux, 30 à 40% des fonds versés à un groupe d'entreprises se sont éva-

porés en corruption. «La mort de Viktoria, la façon brutale dont elle a été tuée, est une exécution faite pour servir d'exemple», estime Assen Yordanov, cofondateur de Bivol.bg.

Il n'y a pour l'heure pas de preuve d'un lien entre le meurtre et la profession de Viktoria Marinova, a indiqué la police locale.

La Bulgarie, qui a occupé la présidence du Conseil de l'Union européenne au premier semestre, est de loin le pire pays de l'Union européenne en matière de liberté de la presse, selon l'organisation Reporters sans frontières (RSF), qui la classe 111^e sur 180 pays. L'organisation de défense des journalistes exhorte les autorités bulgares à placer les collègues de Viktoria Marinova sous protection.

«La mort de Viktoria, la façon brutale dont elle a été tuée, est une exécution faite pour servir d'exemple.»

ASSEN YORDANOV

JOURNALISTE, COFONDATEUR DU SITE BIVOL.BG